

Le Monde 20/8/84

Interview de M. Edmond Maire

- Avec l'arrivée de M. Laurent Fabius, pensez-vous que la politique économique et sociale du nouveau gouvernement va changer ou s'infléchir ?

- Il est trop tôt pour savoir quelle sera exactement la politique économique du gouvernement Fabius, mais la CFDT est très attentive au risque d'un mouvement de balancier qui pourrait entraîner la politique gouvernementale dans le sens d'un libéralisme fut-il avancé. Avant mars 1983, la CFDT s'est opposée fermement au "tout-Etat" et aux tentations protectionnistes d'une partie de la majorité politique. Depuis, le risque du protectionnisme et du volontarisme politique exacerbé a été effectivement écarté sans qu'une politique suffisante ait été définie qui allie l'initiative individuelle, nécessaire pour remotiver et moderniser, et la volonté collective indispensable pour maîtriser le développement économique et social et réduire le chômage. Concrètement, nous percevons, depuis quelques mois, au-delà des mots, dans les faits, un recul sérieux de la préoccupation gouvernementale sur l'emploi, un affaiblissement de l'idée de Plan et aussi un recul de la grande ambition de lutte contre les inégalités.

- Vous croyez que cette dérive peut s'accroître ...

- Je dirais que c'est dans l'air du temps. Il appartient à une organisation comme la nôtre de s'exprimer avec force non seulement pour qu'il n'y ait pas dérive mais pour que l'action gouvernementale ne s'en remette pas au simple jeu des initiatives individuelles ou des acteurs économiques pour redresser la situa-

tion et sortir notre pays des difficultés. Il est temps de rappeler que la lutte syndicale pour l'émancipation s'exerce à la fois contre la domination étatique ou technocratique et contre la loi d'airain du marché. Dans une orientation socialiste autogestionnaire, si le marché est irremplaçable comme expression ultime des choix individuels, les pouvoirs publics ont, eux, la responsabilité première de traduire la volonté collective, notamment à travers la planification démocratique, ^{et contractuelle} pour promouvoir un développement harmonieux. En revanche, un retour à la logique brutale de l'économie capitaliste de marché serait lourd de nocivité sociale, d'inégalités et d'aggravation de la cassure entre les Français relativement garantis et ceux en situation de plus en plus précaire. Et dans les entreprises, l'introduction des nouvelles technologies sous l'emprise de la même logique maintiendrait ou aggraverait des rapports sociaux marqués par la dépendance et le gâchis des potentialités des salariés.

L'expérience nous montre qu'il ne suffit pas de se réclamer de la gauche socialiste pour éviter cette pente. La gauche peut très bien osciller de l'étatisme au libéralisme avancé sans arriver à dessiner une politique économique qui lie initiatives individuelles et volonté collective. Pour réussir une telle politique, le rôle des syndicats est important. Avec les salariés ils doivent s'appuyer à fond sur les droits nouveaux pour développer des propositions de redressement industriel et de création d'emplois et les confronter aux choix des chefs d'entreprise. Mais cette démar-

che ne peut être pleinement efficace que si le gouvernement accorde à l'emploi autant d'importance qu'aux autres grands équilibres et s'il définit des stratégies industrielles dans le cadre du Plan pour refaire en France une industrie de biens d'équipements, une politique d'énergies diversifiées et développer les technologies d'avenir. Enfin, ce n'est pas le libéralisme économique qui permettra d'éliminer les discriminations sociales, fiscales ou juridiques dont sont encore victimes les femmes pour les faire accéder à la pleine égalité avec les hommes dans le travail et la société, enjeu central de notre époque.

- Le maître mot du pouvoir est aujourd'hui la modernisation

- La modernisation est devenue un concept passe-partout. Il est employé à la fois par M. Tchernenko et par M. Reagan. Bien sûr, il est bon que dans l'état actuel de la société française, notre gouvernement se prononce pour la modernisation. Ayant dit cela, il a certes énoncé une condition indispensable pour l'avenir mais il n'a encore rien dit sur l'essentiel. Or, l'essentiel c'est la façon de faire la modernisation et les buts qu'on lui fixe.

Sur la façon de faire, nous avons entendu avec plaisir Laurent Fabius dire que la modernisation n'était pas seulement celle des outils mais aussi celle des rapports sociaux, dans la droite ligne des réformes entamées sur la décentralisation et les droits des salariés. Il faudra passer des paroles aux actes : si dans l'automobile, la sidérurgie et ailleurs, les salariés et les syndicats n'arrivent pas à influencer sur les décisions touchant l'ensemble des aspects liés

aux mutations industrielles, s'ils sont soumis à des décisions soit étatiques, soit technocratiques, soit patronales, nous aurons des blocages sociaux forts et un frein à la modernisation.

Quant aux buts fixés à la modernisation, qui va les déterminer ? Les dirigeants d'entreprise ou la volonté collective exprimant les besoins sociaux ? Nous avons des motifs d'inquiétude. Ainsi, va-t-on laisser longtemps encore les technostructures nous imposer un programme électronucléaire surdimensionné et donc dispendieux ? Il est temps aujourd'hui de redire que la croissance est nécessaire, mais une croissance qualitative améliorant les conditions de travail et de vie, non le productivisme. Quand les producteurs dominent les consommateurs, le contenu de la croissance ne correspond pas à l'expression de la demande sociale. Va-t-on laisser les technocraties, les grands appareils privés et étatiques de l'électronique et de la communication imposer les produits et les services, déterminer la demande et finalement le mode de vie de demain et après-demain ?

C'est la pente actuelle. Il est temps de rappeler les orientations socialistes, ~~menées dans notre expérience syndicale~~. Si le socialisme a un sens dans la modernisation, il l'a dans la construction de rapports sociaux plus égalitaires où les salariés et les citoyens pèsent davantage sur les enjeux économiques et sociaux, mais il l'a aussi dans la prise en compte d'une demande sociale la moins manipulée possible. Il faut donc l'exprimer, la coordonner, lui donner l'ambition d'un projet social et y conformer les décisions

publiques. Sur plusieurs aspects, nous en sommes loin.

- Finalement, avez-vous l'impression que les inégalités sociales se sont accrues depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir ?

C'est évident si l'on pense à la montée du chômage, qui est aujourd'hui l'inégalité sociale majeure. Je ne dis pas que c'est la faute de la gauche qui a réduit d'autres inégalités, mais n'a pu empêcher celle-là de s'aggraver. Il y a actuellement plus de 100 000 jeunes qui n'ont que 1 200 Frs par mois et aucune activité. C'est un problème de société très grave. Face à cette inégalité croissante on tarde trop pour trouver des solutions, y compris une part d'activité pour ces jeunes.

Deuxième aspect : la ville, l'habitat se trouvent aujourd'hui sacrifiés. La crise du bâtiment montre bien que l'effort de construction et de rénovation est fortement ralenti. Certes, il est nécessaire de réorienter l'argent vers l'industrie mais sans sacrifier la ville, les banlieues, les grands ensembles et les laisser dans une situation lourde de tensions sociales. Une des grandes leçons sociales des élections de juin dernier et du score de M. Le Pen, c'est que les inégalités sociales hors entreprise, le mal-vivre dans les villes, sont devenus aujourd'hui un foyer lourd de protestations voire de révoltes contre le pouvoir ...

Enfin l'école : il y a eu des initiatives, notamment les zones d'éducation prioritaire, mais la persistance de l'échec scolaire et la résistance d'une partie des milieux de l'éducation à une rénovation, à une décentralisation, à une autonomie des équipes pédagogiques, ne donnent pas le sentiment à la population que les inégalités scolaires diminuent.

celui de la création d'emplois dans le maintien et l'amélioration de la compétitivité. Le résoudre ne dépend pas d'abord de la compensation salariale -même si nous acceptons d'en discuter aussi- mais de la modification de l'organisation du travail. Des progrès sont possibles partout mais différemment d'une branche à l'autre, d'une entreprise à l'autre.

-Mais pour l'instant le patronat bloque et le gouvernement ne pousse plus beaucoup...

-Oui. Mais pour nous le sujet numéro un pour septembre, dans les discussions avec le CNPF mais aussi dans la préparation de l'échéance annuelle de l'obligation de négocier dans les entreprises, c'est l'amélioration de l'emploi et la réduction de la durée du travail. Nous ferons le maximum pour obtenir la réouverture des discussions. Nous souhaitons qu'elles aient lieu dans un cadre coordonné, dans les branches, mais nous passerons aussi par l'entreprise.

-Est-ce que pour répondre à tous ces défis la CFDT ne se trouve pas un peu affaiblie avec notamment son tassement d'influence aux élections professionnelles ?

-Notre tassement est limité. Aux élections aux comités d'entreprise de 1983 nous avons perdu 0,4 point par rapport à notre meilleure année en 1981. Ceci montre combien notre recul aux élections à la sécurité sociale est spécifique, même s'il n'est pas sans signification. Le vrai problème de la CFDT, comme de tout le mouvement syndical, ne me semble pas être dans ces quelques variations électorales non dramatiques. Il est dans l'évolution de tout le syndica-

lisme français et international vers une force qui repose de plus en plus sur la confiance d'un électorat mais hélas moins qu'avant sur une adhésion directe des salariés. C'est la tendance. Elle est due en partie au fait que le syndicat pour être efficace dans une société complexe comme la nôtre est obligé d'avoir des militants spécialisés, des outils, de rendre des services (experts économiques, animation sociale, culturelle, appareil de formation important), bref d'avoir des qualités "professionnelles" pour permettre que la confiance électorale des salariés se traduise concrètement. Mais en contre partie apparaît un affaiblissement de l'adhésion directe.

C'est une question sérieuse qui concerne tous les syndicats, car dans la période difficile où nous vivons, le rôle du syndicalisme est essentiel pour rassembler des salariés souvent désarçonnés et les motiver autour de propositions dynamiques donnant aux mutations en cours le sens d'un projet social.

- Vous avez été très discret sur la proposition de référendum de M. Mitterrand ... Qu'en pensez-vous ?

- Notre discrétion, totale jusqu'à présent, tient à ce que la question n'a pas été discutée dans les instances de la CFDT en raison des congés et que la première phase du débat - qui peut d'ailleurs très bien n'être suivie d'aucune autre - est menée essentiellement par les élus et forces politiques dans une controverse où la conjoncture politique éclipse le fond du problème posé. Sur le fond, nous n'avons pas encore les éléments suffisants pour répondre à la question primordiale pour les syndicalistes : "Oui ou

non, une procédure de référendum sur les libertés publiques, à la disposition des présidents de la République d'aujourd'hui et de demain et dans tous les climats politiques possibles, garantirait-elle mieux ou plus mal qu'aujourd'hui les libertés de la personne, les libertés de pensée, de presse, de réunion et d'association, les libertés syndicales et le droit de grève, les droits des minorités et notamment des étrangers ? Pour la CFDT, qui se veut la centrale des libertés, c'est cette question-clef qu'il convient d'éclairer, au-delà de l'issue du débat parlementaire en cours.

Propos recueillis par Michel NOBLECOURT